L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DES ANNONCES JUDICIAIRES:—NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 23 NOVEMBRE 1847.

Imprimé et publié par
MAYNE & WEISSE,
No. 81 rue de Chartres, et No. 13 rue du Camp.

NOUVELLE-ORLEANS
MARDI MATIN, 23 NOVEMBRE.

☞ Nous suspendons pour aujourd'hui la publication de *Balsamo*, afin de laisser de la place pour une nouvelle lettre qu'Alexandre Dumas vient d'écrire à propos du magnétisme. Ce sujet est tellement de circonstance que nous avons cru devoir ne pas retarder l'apparition de cette lettre. Nous espérons que les lecteurs du feuilleton ne s'en plaindront pas.

M. CLAY A LEXINGTON.

L'espoir d'entendre M. Clay avait réuni le 13 courant à Lexington une affluence considérable de citoyens. Le général Combs, en appelant l'assemblée à l'ordre, eut soin de recommander le silence à toute cette multitude, afin que chacun pût entendre les paroles du grand orateur, dont ce serait sans doute le dernier discours dans une réunion populaire ; puis, lorsque le président et les vice-présidents eurent pris leurs sièges, M. Clay lui-même parut au milieu des applaudissements universels, présenta une série de huit résolutions et les accompagna d'un discours qui n'a pas duré moins de deux heures. Ce discours, sans doute digne de l'éloquence et de la haute intelligence de M. Clay, ne nous arrive que sous la forme d'une esquisse incomplète, tronquée, obscure, de laquelle on aurait grand peine à dégager clairement la pensée de l'auteur. Cette pensée ressort plus nettement des résolutions ; mais il manque à ces dernières, pour qu'on en puisse saisir toute la portée, l'indispensable commentaire que M. Clay en pouvait donner dans son discours. Toutefois le commentaire viendra incessamment, M. Clay s'étant engagé à traquerire lui-même, et à faire publier son discours, moins l'attendrissement, afin d'en donner, suivant le besoin, l'analyse ou la traduction. Nous nous contenterons pour aujourd'hui de reproduire les *Résolutions*. En voici la traduction abrégée :

1. Dans l'opinion de cette assemblée, la cause première de la guerre actuelle, c'est l'annexion du Texas ; et l'occasion immédiate des hostilités, l'ordre donné par le Président au général Taylor de quitter sa position de Corpus Christi (Texas), jusque sur la rive orientale du Rio Grande, en face de Matamore, dans un territoire réclamé par les deux Républiques, mais placé encore sous la juridiction du Mexique et habité par des citoyens mexicains. L'ordre au Président était d'une importance inconvenable, puisqu'il n'avait été donné avant le cours du Congrès qui n'avait pas même été consulté, bien qu'il fût alors en session. Aussi comme le Congrès jusques-là avec une grande unanimité, et avec le concours de l'opposition, la guerre entreprise sans son autorisation ni son consentement, *la poursuite de cette guerre a pris par-là même un caractère inconstitutionnel*.

2. En l'absence de toute déclaration formelle et publique du Congrès, les sacrifices immenses offerts pour lesquels la guerre devait être poursuivie, le Président, comme magistrat suprême et commandant en chef de l'armée et de la marine, a soutenu la guerre pour la poursuivre dans un but convenable à l'honneur et à l'intérêt de la nation.

3. En vertu de la constitution, le Congrès est investi du pouvoir de faire et de déclarer la guerre ; et, si par conséquent le pouvoir de déterminer le but, la mesure, l'objet et le but d'une guerre, soit lorsqu'elle commence, soit lorsqu'elle existe déjà depuis quelque temps.

4. Il est donc du droit et du devoir du Congrès de décider, par un acte authentique dans quel but et dans quel dessein la guerre actuelle doit être poursuivie ; il est en même temps du devoir du Président de se conformer à cette décision. Si, par l'acte cette déclaration faite, le Président persiste à poursuivre la guerre dans un but qu'il possède, pour accroître le territoire de compte du Congrès, et si, bravant l'autorité de ce corps, la continue à la faire dans un but et dans un dessein différents de ceux indiqués par la déclaration, il usurpe le pouvoir du Congrès et dirige les hostilités vers des fins différentes de celles auxquelles le pays a consenti à contribuer les ressources et les hommes nécessaires pour la conduire.

5. Le Congrès seul a le pouvoir de faire la guerre, et il ne peut pas plus déléguer ce pouvoir au Président que le Président ne peut le déléguer à un général ou à un soldat. Le Président ne peut pas plus ordonner à un général de faire la guerre dans un but ou dans un dessein que le Président ne peut lui-même faire la guerre dans un but ou dans un dessein différents de ceux indiqués par la déclaration du Congrès, c'est à dire qu'il ne peut pas ordonner à un général de